

ROYALISTE

université

N° 14
Novembre 1980
Prix, 2 F.
supplément à
«Royaliste» 224
ISSN 01515772



que cette loi votée au mois de juin est une loi extrêmement importante. Elle n'enlève rien à l'autonomie mais elle réinstalle la priorité scientifique dans les universités.

P.L.— Vous ne craignez pas de nouvelles contestations ?

A. Saunier-Seïté.— Non, il y aura des problèmes scientifiques, il y aura des demandes pour soutenir la recherche scientifique, etc., mais nous ne serons pas en train d'enregistrer, par des procédés informatiques, tellement cela s'est multiplié à l'échelle nationale, des revendications qui sont des revendications purement politiques. Ce sont exactement les mêmes refrains que l'on entend partout et qui sont préparés place du Colonel-Fabien.

*extraits des déclarations de
Mme Saunier-Seïté le 23/10
au «Parisien libéré» : Quelle
profondeur d'analyse !*

P.L.— Donc, apriori, selon vous pas de spontanéité ?

A. Saunier-Seïté.— Non, il n'y en a aucune et il faut remarquer que, depuis cinq ans, les tentatives de mobiliser les troupes n'ont pas du tout réussi.

Depuis le mouvement du printemps 1976, combien de gens a-t-on réussi à mobiliser dans l'université ? C'est absolument dérisoire, si vous pensez que je gère cent vingt mille fonctionnaires, contractuels de l'Etat, et que mes établissements regroupent huit cent soixante-dix mille inscrits.

Prenez, y compris les journaux les plus optimistes quant à la contestation à l'égard du gouvernement, prenez les journaux depuis le début de mai 1976, et voyez combien de gens ont été mobilisés ? C'est un fiasco complet. Et quand vous pensez que dans ces manifestations, il y a les trois quarts de fonctionnaires du parti, imaginez l'extraordinaire fiasco que représentent ces mouvements.

UNE RENTRÉE SINISTRE

La politique d'Alice Saunier-Seïté ne comporte aucune ambiguïté. Mieux (pire) le flic des universités affiche avec un cynisme et une arrogance tranquille son objectif principal : instaurer à l'Université la loi du parti unique giscardien. Elle s'en vante : «C'est dans les universités que se livre le plus grand combat du monde d'aujourd'hui, celui de la compétition scientifique et celui de l'impérialisme idéologique» a-t-elle déclaré récemment au congrès du CELF (Collectif des étudiants libéraux de France), groupuscule giscardien dont la ridicule importance numérique n'est compensée que par les subsides gouvernementaux.

La loi modifiant le mode d'élection des présidents d'université va dans ce sens : «l'objectif de cette loi est de permettre aux libéraux de s'exprimer» pour mettre fin à la «domination marxiste dans les conseils» affichée-elle; et d'expliquer tout naturellement aux quelques adhérents du CELF : «C'est pour vous que cette loi a été faite» ... D'ailleurs, comment ne pas comprendre son souci puisque, comme chacun sait, et comme elle l'explique au «Parisien libéré», jusqu'ici les problèmes traités

dans les conseils «étaient majoritairement des problèmes politiques, c'est à dire les motions de la place du Colonel Fabien». Non pas, bien entendu, les problèmes insolubles concernant le vote de budgets en déséquilibre ...

Après avoir assassiné Vincennes, après avoir chassé de France les étudiants étrangers, après avoir «éclairci» la carte universitaire, Saunier-Seïté, «Démocratie française» en main, se lance dans la guerre idéologique. Voulant faire de l'Université un protectorat giscardien et avoir des présidents-préfets, dociles et zélés, (à quelques mois des présidentielles), elle espère gagner sans avoir bataille livrée. «Je crois, déclare-t-elle, que la rentrée se passera normalement».

De cette normalité sinistre nous ne voulons pas. Les royalistes souhaitent une université vivante, véritable contre-pouvoir intellectuel dans ce monde phagocyté par le capitalisme. C'est en faite l'existence d'une Université française qui est aujourd'hui en cause.

Axel TISSERAND

l'arbitrage du chef

Ça y est. Sous le chêne de Matignon, Raymond Barre a rendu son verdict. De 846 DEA et 200 DESS on est passé à 909 DEA et 236 DESS. Y a-t-il vraiment de quoi crier victoire quand on sait qu'en juillet il y avait 1473 DEA et 374 DESS ? Franchement nous ne le pensons pas.

M. Barre nous a jeté les miettes du repas afin de nous faire taire et de nous laisser croire à notre victoire.

Mais qui croit-il tromper ? Quatre vingt dix pour cent des habilitations qui ont été supprimées n'ont pas été rétablies, et les sciences humaines et politiques sont très touchées. Le caractère idéologique de cette réorganisation de la carte universitaire se confirme donc. D'ailleurs, le Premier ministre a tenu à confirmer les orientations définies par Mme Saunier-Seïté : des universités efficaces, pas de dépotoirs idéologiques ou contestataires. On comprend le désappointement de M. Latrille, premier Vice-Président de la Conférence des Présidents d'universités.

Les décisions du Premier ministre sont lourdes de menaces pour ses interlocuteurs, professeurs et étudiants. En effet, Raymond Barre a clairement soutenu Mme Saunier-Seïté et donc lui a apporté l'appui du gouvernement dans son ensemble : il la place dans une position de force. D'autre part, en recevant lui-même «ses chers collègues», en leur rappelant qu'il a «personnellement veillé» au développement de l'enseignement supérieur, il indique clairement que toute déclaration hostile à ces décisions sera interprétée comme un discours d'opposition à sa personne et au gouvernement, espérant ainsi désarmer ceux qui ne s'opposaient qu'à Mme Saunier-Seïté. Enfin, cet «arbitrage» du Premier ministre implique que toute nouvelle contestation engendrera une épreuve de force entre le gouvernement et ses opposants, épreuve qui pourrait bien se finir par quelques coups de matraques ici et là. En somme, sous ses airs conciliants et compréhensifs, M. Barre cache ce qu'il est vraiment : un chef pur et dur.

Néanmoins, risquer de mettre le feu aux poudres peut être dangereux à six mois des élections présidentielles. Alors M. Barre nous annonce qu'il va favoriser le développement de l'autonomie des universités. Il donne ainsi l'impression qu'il est dans la droite ligne de la loi Faure. Hélas pour lui, nous saisissons parfaitement qu'il ne s'agit que d'une impression. Car quelle est cette autonomie que voudrait voir instaurer M. Barre ? Il souhaite en fait libérer l'Etat de ses dépenses universitaires au dépens des collectivités locales et des régions. Voilà qui serait positif à nos yeux si cela ne s'inscrivait pas dans une politique bêtement déflationniste de diminution des dépenses de l'Etat, et dans le cadre de l'idéologie libérale qui ne conçoit l'Etat que comme un surveillant de la bonne marche de l'économie⁽¹⁾. Il est évident, quand on sait la maigreur des revenus de certaines collectivités locales qu'il veut concentrer les universités, en obligeant certaines à disparaître faute de moyens. Il empêche ainsi toute décentralisation, ruinant même les progrès réalisés dans la décennie précédente, il freine les possibilités de développement économique des régions défavorisées, les condamnant sciemment à l'archaïsme économique. C'est ce que le VIIIème plan appelle pudiquement une économie de 2ème vitesse.

Pour aider les collectivités locales, Raymond Barre propose que les entreprises aident au développement de certaines formations universitaires. Cela implique une main-mise plus importante de l'économie sur l'université, insupportable si des contre-pouvoirs intellectuels

ne sont pas prévus, et nécessite surtout des régions en expansion économique. Compte tenu de la faiblesse de beaucoup d'industries françaises, cela risque d'accroître l'importance des multinationales. Nous voilà très loin de la loi Faure, encore plus loin d'une véritable autonomie universitaire.

Autre exemple de l'hypocrisie gouvernementale : la libre création de nouvelles formations. En apparence cela aussi pourrait sembler positif. Car on verrait se développer un enseignement adapté aux cultures et aux besoins des régions qui pourraient ainsi mieux préserver leur identité, prévoir et aménager leur avenir. Mais, nous l'avons vu, faute d'argent c'est impossible. On envisage difficilement une multinationale, guidée par la seule loi du profit, favoriser de tels projets.

Seules attireront donc les étudiants, par la qualité et le nombre de leurs formations, les universités riches des régions riches. Voilà quelle sera la réalité de demain.

Cela est lourd de conséquences sociales. La concentration qui en résultera obligera de nombreux étudiants à l'exode. Il faudra, par exemple, qu'ils trouvent à se loger, s'ils sont de milieu aisé, ce ne sera pas un problème, mais si ce n'est pas le cas, ils auront besoin de l'aide de l'Etat. Or, M. Barre a annoncé une augmentation des crédits pour la recherche, mais ne prévoit aucune augmentation des dépenses sociales, (il n'y a qu'à voir le budget de l'Université pour 1981). D'autre part les universités voudront briller par la qualité de leurs étudiants. D'où, du fait de la concurrence, une sélection toujours plus dure et absurde. Chaque étudiant devra se livrer totalement à son travail, pour ne pas être éliminé. «L'étudiant sera un loup pour l'étudiant». Dans un tel combat, l'étudiant-salarié est d'avance battu.

1984 n'est plus très loin. Raymond Barre a certes reculé, mais c'est pour mieux sauter. Néanmoins, n'oublions pas qu'il n'est qu'un exécutant. Le maître d'œuvre, c'est le Président de la République, qui se tient prudemment hors de l'affaire. C'est lui le vrai responsable. Il est possible d'éviter le modèle de société qu'il nous propose. Pour cela, il doit perdre les prochaines élections présidentielles.

Jean-Marie TISSIER

(1) On pourra lire à ce sujet le numéro 9 de *Royaliste-Cahiers-Trimestriels* consacré à «l'économie sauvage». Prix franco 10 F.



quand l'université renvoie les étudiants étrangers

Etudiants, étrangers : deux tares aux yeux des ministricules de service chargés d'appliquer dans l'Université les directives du gouvernement. La rentrée 80 inaugurera-t-elle l'ère des épurations en douce... sans qu'aucune réaction ne se dessine ?

C'est depuis 77 que le pouvoir par voie de circulaires a mis en place un réseau serré de blocages administratifs afin d'empêcher -comme le déclarait Saunier-Seïté «l'engorgement de l'Université par le trop plein du tiers-monde». En 79-80, coup sur coup, la circulaire Bonnet établissait de nouvelles discriminations : financières pour les étudiants étrangers ne disposant pas de revenus suffisants; par le flicage bureaucratique pour l'obtention des cartes de séjour; par une répartition arbitraire des étrangers et par l'établissement de quotas dans certaines universités. Deuxièmement le décret Imbert instituait une commission nationale qui renforçait le contrôle gouvernemental et mettait un point final à l'autonomie universitaire alors que jusqu'à présent seule l'Université disposait du droit de regard sur les candidatures (1).

Malheur à l'étudiant étranger perdu dans les arcanes de cette bureaucratie tatillonne, car l'expulsion rapide est à la clef !

Ces décisions ne sont qu'un des aspects de la reprise en main de l'Université, mais elles sont symptomatiques d'une volonté nettement affirmée de mettre au pas un secteur qui demeurerait jusqu'à présent un espace de liberté et d'amitié fondée sur la langue et la communauté de cultures sœurs.

Au lieu de cette politique xénophobe et odieusement démagogique, le pouvoir aurait pu s'interroger comme le faisait René Dumont (2) sur les bénéfices réels que les pays africains francophones pouvaient retirer de l'envoi de milliers de jeunes ressortissants dans les universités françaises. N'était-ce pas un cadeau empoisonné ? Et n'assiste-t-on pas en Côte d'Ivoire ou au Sénégal à la constitution de nouvelles élites, disposant d'un simple bagage juridique et littéraire, là où il faudrait des techniciens et des ingénieurs ? Dans cette optique, la coopération et la concertation avec les Etats concernés deviendraient des réalités tangibles. Etablies dans un climat de confiance, elles permettraient à

la France de jouer un rôle moteur dans le développement africain. Au lieu de cela le pouvoir giscardien perd, par des mesures inconsidérées, tout le crédit de la France. Les pays francophones se tourneront-ils vers les universités anglo-saxonnes ou soviétiques ? Est-ce cela que l'on veut ?

La présence d'étudiants étrangers qui s'installeraient définitivement en France menace-t-elle notre emploi ? Les chiffres sont là pour prouver qu'il n'en est rien. Mais un tel argument, en période de chômage et de récession, touche les citoyens soucieux de leur propre devenir immédiat. La révolte étudiante, enregis-

trée en mai 80 à la suite de ces mesures, cache mal l'acquiescement tacite, indigne de notre pays, de la majorité des Français. La mobilisation molle des appareils syndicaux en est la preuve manifeste : les mots d'ordres du P.C. «contre la casse de l'Université» ne rencontrèrent, d'ailleurs aucun écho chez les enseignants.

L'arraisonnement de l'Université est d'ores et déjà une grande victoire giscardienne. Le seul contre-pouvoir qui demeurait encore vivace, s'effrite. Saunier-Seïté n'a plus qu'à terminer son travail de fossoyeur des libertés universitaires : en changeant le mode d'élection des présidents d'université, et en facilitant l'accession à ces postes d'une cléricature aux ordres, en soutenant les syndicats jaunes style UNI ou CELF, en poussant à l'épuration des maîtres-auxiliaires taxés de faire du mauvais esprit, en renforçant enfin la centralisation.

Oui, Saunier, la rentrée sera calme. Pourquoi ne pas aller plus loin puisque personne ne réagit ? Puisque désormais tu gères un cimetière d'hallucinés.

F.M.

(1) Sans parler de l'examen de Français qui est contraire à la déontologie universitaire et humiliant dans son principe.

(2) L'Afrique noire est mal partie-René Dumont. Le Seuil.

un mythe républicain

Dans «*Combat socialiste*», le délégué national du P.S. pour l'éducation nationale, Louis Mexandeau, fait une critique de la politique giscardienne de l'enseignement. Mais au nom de quels principes !

«Pour l'école, le compte est simple : voilà un siècle que la République a pu s'enraciner par la mise en place d'un réseau serré d'établissements publics répondant aux grands principes : laïcité et obligation scolaire.»

Un juleferryste en plein 1980 ! Jules Ferry serait-il encore d'actualité ? Mexandeau en est resté là certes, mais des reportages à la télévision, une exposition officielle prévue pour le centenaire des lois Ferry, etc, pourraient nous persuader que rien n'est plus actuel que la doctrine Ferryste.

Heureusement quelques articles sérieux aussi... et qui font le point. Il faut lire en particulier cette page du *Monde-dimanche* (1) par Edwy Plénel.

Pour l'auteur de cet article citant Pierre Caspard et Jean-Noël Luc, Jules Ferry, c'est d'abord un mythe :

«C'est ainsi que l'on se méfia de la dichotomie entre l'avant et l'après Ferry, dont cent ans d'école primaire ont réussi à faire l'un des mythes majeurs de la conscience collective.»

La France était déjà largement alphabétisée avant Ferry, avant la République même, et Plénel rappelle que ni la gratuité, ni le nombre des écoles normales n'augmentent considérablement sous Ferry. Certes Ferry a permis d'homogénéiser les méthodes pédagogiques (mais avec quelles arrière-pensées idéologiques...), d'augmenter les crédits et le nombre de locaux et d'améliorer ainsi l'assiduité des élèves. Mais Ferry ne crée pas l'école primaire. Bien avant la Révolution, l'Eglise, mais surtout les communautés villageoises et professionnelles diffusent le savoir. Citant Furet, Plénel rappelle que :

«L'école élémentaire est déjà florissante dans le dernier siècle de l'Ancien Régime, et même selon les régions et les paroisses, avant (...). A la fin des années 70, l'immense majorité des enfants français, filles ou garçons, passe déjà, plus ou moins longuement, plus ou moins assidûment, par une

école (...), qui en outre est dans la très grande majorité des cas une école publique (...) il faut restituer à la société elle-même la responsabilité majeure de cette transformation. L'Eglise, l'Etat, l'école n'en sont que des figures et des agents.»

Déjà en 1851 un des enquêteurs du sociologue royaliste Frédéric Le Play écrivait : «il n'y a pas lieu de discuter aujourd'hui sur les avantages et les inconvénients de l'instruction primaire (...). Celle-ci ne peut être refusée aux populations : elle est véritablement devenue un besoin normal.»

Pour Plénel l'aspect marquant de l'école républicaine de Ferry, c'est la mise de l'école au service de l'Etat républicain :

«Nous attribuons à l'Etat, dit encore Ferry le 26 juin 1879, le seul rôle qu'il puisse avoir en matière d'enseignement et d'éducation... Il s'en occupe pour maintenir une certaine morale d'Etat, certaines doctrines d'Etat qui importent à sa conservation.»

Il faut tout faire pour faire aimer le nouveau régime par les jeunes :

«Faire aimer la République est une politique nationale, dit-il aux instituteurs. Vous pouvez, vous devez la faire entrer (...) dans l'esprit des jeunes enfants.»

Ferry en fait, engage le combat contre une France encore largement monarchiste et catholique. Il faut vaincre le parti de l'Eglise. Mais il mène également une lutte anti-socialiste comme le montre Plénel :

«En fait la laïcité combat sur deux fronts : les conservateurs mais aussi les travailleurs. Si les lois laïques renforcent la défaite politique du camp cléricalo-monarchiste (...) elle prolongent aussi celle de la classe ouvrière en 1871.»

Et Ferry s'inquiète :

«(...) Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles ne se constituent ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste ...»



Et Plénel montre que les républicains d'alors étaient parfaitement conscients que «pour s'acquiescer les suffrages des dominés, l'idéologie laïque est rentable».

Mais pour cela, il faut un corps enseignant soumis et fidèle :

«la constitution d'un «corps enseignant», corps d'Etat comme l'on dit corps d'armée. Libérés des tutelles locales, délivrés des notables tatillons, enlevés au droit de regard des usagers (!), les maîtres sont dans le même mouvement soumis aux directives des inspecteurs et au pouvoir des préfets. «le corps enseignant étant un, l'esprit qui l'animerait sera nécessairement un», disait déjà Napoléon»

Pourtant, à partir de 1905, l'instituteur va tenter de combattre cette emprise du pouvoir, cette subordination :

«Ce n'est qu'en 1905, le 26 novembre exactement que quelques «husards républicains» se dévêtirent de leur habit noir, proclamant que «ce n'est pas

le cheval d'orgueil

Le «Cheval d'orgueil»; le seul animal que possédaient bien des paysans bretons à l'aube de ce siècle. Claude Chabrol met en scène le livre de Pierre-Jakez Hélias, chronique d'un village bigoudin entre 1908 et 1918.

Évoquons tout de suite la seule ombre qui voile ce tableau à la Millet : le film manque souvent de souffle. Malgré le talent et la sincérité des comédiens (notamment de Jacques Dufilho), nous ne faisons que deviner l'amour démesuré de P.J. Hélias pour sa province natale. Pourtant d'où vient, pour ceux de ma génération (celle d'après la deuxième guerre mondiale), cette impression de recouvrer, au rythme lent des scènes paysannes, une «mémoire» que la vie «moderne» nous fait perdre. Nous n'avons pas vécu cette époque, et pourtant voici qu'elle évoque encore quelque chose...

Chronique, disions-nous. C'est de cela qu'il s'agit. Scènes champêtres, d'avant la mécanisation : une vie dure où le pain se gagne à chaque instant; où la «chienne du monde», la misère noire, la famine, rôdent dans cesse. Veillées : le grand-père, républicain qui sacrifie aux idées modernes, se prend lui-même à croire au contes qu'il récite à un auditoire silencieux. Mélange de religion et de superstition : la soupe de lait et d'ail que boivent les jeunes mariés, la jeune accouchée qui va faire bénir ses relevailles pour «chasser le goût de la pomme»...

Et puis soudain, le tocsin : dès les premiers sons de la cloche, nous savons que plus rien ne sera jamais comme avant. Ce siècle moderne et barbare commence avec la première guerre mondiale. Ces hommes qui n'ont jamais quitté leur terre, vont l'abandonner pour les tranchées. Ceux qui survivront auront-ils à leur retour le même regard qu'auparavant pour leur village ?

Politique aussi - le pays est divisé en «rouges» et «blancs». Mais quelle différence ? Ce grand-père, d'une race pourtant fière, se découvre respectueusement lorsque «Monsieur le Député (pourant «rouge») nous fait l'honneur de nous rendre visite» - le hobereau du coin serait-il accueilli autrement chez les «blancs» ?

Et puis l'école laïque, avec ses instituteurs, véritables missionnaires de la République qui ne prêchent la bonne parole que dans une seule langue : le français. Personnages nobles à leur manière; patriotes : «notre pays, ce n'est pas seulement ici, notre pays, il va jusqu'au Rhin». Les instituteurs apportent également une autre culture : «Si vous ne savez que le breton, vous resterez attachés, court, comme une vache à un pieu». Mais ces hommes, pourtant profondément intègres et dévoués, le font à coup de brimades : la scène de l'imparfait du subjonctif nous paraît aujourd'hui truculente; elle devait l'être moins pour un petit breton de l'époque.

Des milliers de Bretons qui ont dû émigrer vers les grandes villes pour trouver du travail ont sans doute ressenti un pincement au cœur en regardant ce film. Nous savons aujourd'hui qu'on ne gagne jamais à étouffer un particularisme : c'est toujours une part d'universel que l'on tue.

Pierre CARINI

jules ferry

au nom du gouvernement, même républicain que l'instituteur confère son enseignement». «Les instituteurs, poursuit ce premier manifeste syndicaliste, sont décidés à substituer à l'autorité administrative (...) la force syndicale (...). Nous instruisons les enfants du peuple, le jour. Quoi de plus naturel que nous songions à nous retrouver avec les hommes du peuple, le soir ?»

En effet, mais voilà qui n'aurait pas plu à Jules Ferry qui reste finalement le créateur d'une école au service de l'Etat, une école organe de propagande. L'héritage ferryste, l'héritage de l'école républicaine chère à M. Mexandeau n'est donc finalement pas si positif dans ses côtés positifs, et bien négatif dans des aspects que certains refusent encore aujourd'hui de voir, ce qui laisse quelques inquiétudes sur leur projet de société.

Patrice LEMARTIN

(1) Le Monde-dimanche du 14 sept. 80.

ABONNEZ-VOUS,
ET QUE
ÇA SAUTE !!!





les jeunes rejetent-ils la politique ?

«Voici un sondage, qui à six mois des élections présidentielles va faire du bruit». Ainsi Alain Duhamel commentait-il le sondage Sofres-Télé 7 jours réalisé auprès de 600 jeunes de 18 à 28 ans.

Ce sondage, en effet, est plein d'enseignements : ils ne veulent plus de la politique politicienne. 62% estiment que l'adjectif «dévoué» s'applique plutôt mal aux politiciens, 73% de même pour l'adjectif «sincère», 62% pour l'adjectif «honnête». En outre, 2% des questionnés seulement souhaiteraient être maire ou député. Comme le dit Alain Duhamel «le prestige de la fonction de maire ou de député est si faible que c'en est humiliant».

Il ne faut pas croire qu'ils se désintéressent complètement de la politique. 62% iront voter certainement, 21% probablement. C'est dire que le scrutin d'avril recouvre une grande importance à leurs yeux. M. Giscard d'Estaing n'a donc pas encore réussi sa politique de robotisation des jeunes, c'est heureux (1).

Ce n'est pas sans conséquences sur les résultats obtenus au niveau des intentions de vote. On observe une nette poussée écologiste au premier tour. Brice Lalonde obtient 13% des voix (René Dumont avait fait 1,2%). Ceci appelle une question : ces jeunes électeurs sont-ils en parfait accord avec les écologistes, ou bien veulent-ils seulement affirmer leur désaccord avec le système ? Car jusqu'à maintenant les écologistes n'ont pas encore produit de projet global de société. Ils ont avant tout présenté un certain nombre de refus. (2)

La droite est la grande perdante de ce sondage. 8% des jeunes sont prêts à voter Chirac, 3% à voter Debré. Le RPR fait partie du système et ne remet rien en cause, se contentant de nier la capacité de nos dirigeants à gouverner. La méfiance devant les politicards nuit beaucoup à Chirac; Debré est vieilli, dépassé.

Le président n'est pas épargné. Il ne fait que 20% au premier tour et il est battu par François Mitterrand (51-49) et Michel Rocard (58-42) au deuxième tour. C'est une véritable condamnation de la politique giscardienne, qui touche particulièrement les jeunes, surtout en ce qui concerne le chômage. Quant à la nette victoire de Rocard, elle provient de son image d'homme nouveau. Cependant Rocard n'a pas défini les grandes lignes de la politique qu'il veut appliquer s'il est élu président. Si l'on ajoute à cela le discrédit que subit la classe politique c'est sans doute un sentiment de râl'bol qui domine les résultats.

Enfin, la tactique des communistes du «bonnet blanc, blanc bonnet» n'a aucune écho. Giscard est battu par le candidat socialiste quel qu'il soit. Notons cependant que Mitterrand, candidat du P.S. au premier tout est battu

par Marchais. Ce qui ne l'empêche pas de battre Giscard au deuxième... Cela fera peut être réfléchir les jeunes militants socialistes ?

Que prouve ce sondage ? Pas grand chose assurément. Néanmoins les jeunes de 18 à 28 ans représentent 30% de l'électorat. On peut en déduire que Giscard n'a pas encore gagné, contrairement à ce que font apparaître d'autres sondages moins affinés. Surtout un tel sondage montre, s'il était nécessaire, que même pour les jeunes, les élections présidentielles sont devenues le grand moment de la politique nationale. D'où l'importance pour les royalistes d'être présents grâce à la candidature de Bertrand Renouvin qui doit nous permettre d'accéder aux sources principales d'information : la télévision, la radio. Plus de 60% des jeunes interrogés jugent la télé comme le meilleur canal d'information; 43% estiment que la radio tient ce rôle. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être absents.

Dans cette perspective, le collectif Royaliste-Université se doit de créer des groupes royalistes dans le plus grand nombre de facultés possibles, afin de pouvoir satisfaire la curiosité de ceux qui nous entendront pour la première fois et de tous les autres.

Marc SEVRIEN

(1) 20% des jeunes interrogés ne voteront pas comme leur parents.

(2) Brice Lalonde perd 4% de voix si Michel Rocard se présente et non François Mitterrand.

qui est michel rocard ?



Et voilà Michel Rocard candidat à la candidature ! La procédure utilisée a pu surprendre, mais il eut été étonnant que l'ancien dirigeant du P.S.U. ne cherchât pas à s'imposer à son parti : il s'y préparait depuis longtemps, et méthodiquement. Mais nous ne savons toujours pas qui est Michel Rocard, et ce qu'il veut.

Bien sûr, Rocard veut le pouvoir. Et il est significatif de constater qu'il se lance à sa conquête en respectant, lui le vieux militant d'appareil, l'esprit monarchique de la constitution de la Ve République : Conflans Sainte Honorine, c'est par-delà son parti que le candidat a voulu se présenter à l'ensemble de la nation. C'est peut-être contraire au règlement du Parti socialiste, comme l'a souligné Mitterrand. Mais le général de Gaulle avait voulu que l'élection du chef de l'Etat ne soit pas le fait des partis et Rocard respecte, au moins formellement, cette exigence qui touche à l'indépendance du pouvoir.

Il est vrai que cette excellente attitude n'empêchera pas Rocard de demeurer un partisan, s'affrontant à d'autres partisans : la logique politicienne l'emporte sur l'esprit des institutions. Et Rocard, à ce jeu, n'est ni plus ni moins mal placé que ses adversaires, qu'il s'agisse de Debré, de Marchais ou de Giscard. Mais, une fois admises les limites de la compétition et son caractère nécessairement décevant puisqu'il s'agit toujours de porter à la tête de l'Etat un homme de parti, des questions demeurent, quant à la personnalité et aux idées de celui qui pourrait représenter la tradition socialiste.

Car l'effet Rocard est pour le moins ambigu. Debré, Marchais, Giscard, Chirac représentent des traditions politiques bien définies, des intérêts de classes ou de castes nettement circonscrits. Mitterrand, de son côté, incarne la vieille espérance socialiste, généreuse dans ses principes, souvent décevante

lorsqu'elle tente de devenir une politique concrète. Mais Rocard ? Certes il exprime, au sein du Parti socialiste, un courant plus chrétien que laïque, plus autogestionnaire et plus décentralisateur qu'étatique, et qui a voulu sortir d'une certaine routine intellectuelle. Souvent, dans **Royaliste**, nous nous sommes faits l'écho des analyses, souvent pénétrantes, toujours intelligentes, de Gilles Martinet, de Jacques Julliard, de Patrick Viveret.

Tout porterait donc à souhaiter l'ascension d'un homme qui pourrait être un « nouveau politique » renouvelant les méthodes et fixant de nouvelles finalités à la gauche non communiste. Et pourtant, il y a doute, malaise, interrogations jamais satisfaites. Les « rocardiens » réfléchissent et écrivent, mais Michel Rocard n'a publié aucun essai qui nous permettrait de juger de la cohérence et de la force de sa pensée politique. Les « rocardiens » entendent sortir des routines partisans, mais Rocard est celui qui, depuis des années, s'efforce de conquérir l'appareil du Parti socialiste. Et puis, surtout, l'homme est double : il fut inspecteur des Finances et dirigeant du P.S.U., il fréquente aujourd'hui les réunions de la Trilatérale tout en aspirant à représenter l'ensemble de la tradition socialiste.

Comment peut-on vivre, aussi longtemps, de telles contradictions ? Quelles sont, au fond, les véritables convictions de Michel Rocard ? Nul ne le saura pendant sa campagne électorale - si campagne il y a - puisque tous les discours politiques cherchent à banaliser

les idées fortes, à séduire, à rassurer. Une fois déjà, en 1974, les Français ont été floués par un homme qui paraissait ce qu'il n'était pas. Giscard jouait sur deux tableaux : le « changement » et le refus de l'aventure, l'homme jeune et neuf et le ministre plein d'expérience, avec, toujours brandi, l'argument de la « compétence ». Rocard, aujourd'hui, utilise la même recette : jeunesse-compétence-ouverture. Seule la tonalité du discours a changé. Mais les discours soigneusement calibrés et peaufinés devant un magnétoscope ne font pas nécessairement une bonne politique.

Aurons-nous, désormais, à choisir entre des « images de marques » élaborées par les cabinets de marketing et serons-nous condamnés, en 1981, à choisir entre Valéry Giscard d'Estaing et un double tenant un agréable discours « de gauche » ?

Yves LANDEVENEC

ROYALISTE - UNIVERSITÉ
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS

Tél. : 297 42 57

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Rédacteur en chef
Jean-Marie TISSIER

Abonnement : 10 F (soutien 30 F)
CCP 18 104 06 N Paris

imprimerie spéciale

saunier-seïté

se prend

pour Jeanne d'arc



Mme Saunier-Seïté est très malade. On s'en doutait déjà, mais cette fois-ci c'est extrêmement grave. La Madone du libéralisme, abandonnant ses moutons, a invité, le 12 octobre à Orléans, les jeunes libéraux, brebis galeuses du giscardisme, à libérer la France de son fléau mortel : les Rouges. St Ponia et St Lecat, lui en ont donné l'ordre. La malheureuse se prend pour la Pucelle ...

Les jeunes libéraux, cette légion des volontaires giscardiens, doit conquérir, le 15 décembre prochain, les conseils d'université. «Montjoie St Giscard», a crié Alice; «Dieu (Giscard) est avec nous», ont répondu les disciples.

Aux dires d'Alice, tout est prêt pour ce grand combat. La loi réduisant le quorum d'étudiants au sein des conseils d'université, a été votée

pour faciliter la tâche à ses chérubins. C'est elle-même qui le dit. Qui osera nous prétendre après cela que nous n'assistons pas à une épuration de l'Université ? Mme le ministre a d'autre part invité ces jeunes gens bien à élire de bons présidents d'université (des giscardiens peut-être ?), et à introduire dans les conseils des personnalités extérieures dignes d'intérêt. Est-ce que, par hasard, Alice aurait quelque rancune à l'égard de certains présidents ? Pas du tout, elle n'aime simplement pas qu'on la contrarie bêtement. C'est tout.

Aussi, avec son hyprocrisie habituelle, elle se prépare à les éliminer, indirectement, mais sûrement. Encore que l'on puisse légitimement espérer que le 15 décembre, les libéraux prendront la déculottée de leur

vie... Ne t'en fais pas, Alice, personne ne touchera à ces charmantes têtes blondes.

Nous ne voulons pas que l'archange St Michel du libéralisme (Bonnet), envoie l'armée des anges terrasser l'hydre du marxisme. Nous ne sommes pas des amoureux de la matraque.

Mais de ton côté, sois aussi charitable que nous. Pense à leurs papas et à leurs mamans. Que vont-ils dire, s'ils voient leurs chérubins distribuer des tracts, coller des affiches comme ces voyous qui ne pensent qu'à la politique et qui ne travaillent pas leurs examens. Crois-moi, par ta faute, que de fessées se préparent ! Pauvres chers anges.

P.I.

bulletin d'abonnement

à retourner à ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs

75001

PARIS

NOM

Prénom

Adresse :

Date de naissance : Etudes : Etablissement :

s'abonne à Royaliste-Université et verse pour cela 10 F (soutien : 30 F) à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N
Centre Paris